

## **La guerre au Liban : un entretien de « l'Humanité dimanche »**

jeudi 27 juillet 2006, par [ACHCAR Gilbert](#), [ROZELIER Muriel](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2006).

**Muriel Rozelier - Depuis le retrait israélien du sud du Liban au printemps 2000, des accrochages se produisaient régulièrement à la frontière entre les deux pays. Pourquoi, selon vous, ont-ils dégénéré aujourd'hui en guerre ouverte ?**

Gilbert Achcar - L'ampleur même de l'offensive israélienne montre qu'on se situe bien au-delà d'une réaction « normale » à un accrochage, comme il s'en est produit régulièrement au cours de la guerre de basse intensité menée entre le Hezbollah et l'armée israélienne depuis 2000. L'opération en cours a visiblement été planifiée de longue date, même si elle se heurte à des difficultés imprévues qui obligent les généraux israéliens à réviser leurs plans. Son but s'inscrit dans une perspective globale : depuis 2004, les Américains, avec l'appui de Jacques Chirac, mènent campagne au Liban. Cela s'inscrit dans leur conflit avec leur principal ennemi régional : l'alliance qui va du Hamas palestinien à l'Iran, en passant par le Hezbollah libanais, la Syrie, ainsi que les alliés chiites de Téhéran en Irak. En outre, Israël met en œuvre sa stratégie de « règlement unilatéral » qui consiste à imposer son diktat à tous ses voisins.

**Pour Israël, la stratégie des retraits unilatéraux, comme à Gaza en 2005, semble aller de pair avec la réaffirmation de sa force de dissuasion. N'est-ce pas là ce que paie le peuple libanais, otage d'un affrontement entre le Hezbollah d'un côté et Israël de l'autre ?**

Pour les gouvernements occidentaux, le Hezbollah est un groupe « terroriste ». Au Liban, s'il n'y a certes pas unanimité autour de lui, ce mouvement est cependant considéré comme tout à fait légitime - un mouvement de masse qui dispose d'une fraction parlementaire et de deux ministres. Sa légitimité, le Hezbollah la doit avant tout au fait d'avoir dirigé la seule résistance armée qui ait été capable d'obtenir un retrait inconditionnel de l'armée israélienne. Pour celle-ci, c'est un affront qu'il lui faut laver, en effet, faute de voir sa force de dissuasion de plus en plus érodée. Mais c'est Israël qui a pris le peuple libanais en otage : en détruisant l'infrastructure du pays et en le mettant sous blocus militaire, sans parler de la destruction massive de zones résidentielles et des centaines de morts parmi les civils, tout cela afin de forcer les Libanais à le débarrasser du Hezbollah.

**Le désarmement du Hezbollah n'est pas seulement une exigence d'Israël ou des Américains. Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre assassiné, appelle aussi à une « solution globale » du conflit qui l'inclut. Quelles sont les marges du gouvernement libanais ?**

La question du désarmement du Hezbollah doit s'inscrire dans une solution politique globale dont Israël détient les clefs : il s'agit surtout de la restitution du secteur des fermes de Chebaa - ce territoire libanais de 45 km<sup>2</sup>, adjacent au Golan syrien, qu'Israël occupe depuis 1967 - de la libération des Libanais qu'il détient, et de la cessation de ses violations répétées de la souveraineté libanaise, espace aérien compris. C'est d'abord à ces conditions-là que le Liban peut espérer voir la milice chiite renoncer aux armes, ou intégrer l'armée libanaise comme il en a été question. Or, aujourd'hui, les Etats-Unis ne veulent pas d'un règlement négocié : pour eux, le désarmement du Hezbollah doit être le résultat d'une injonction de la part du gouvernement libanais, quitte à

recourir à la force. Mais une telle option signifie pousser les Libanais vers une nouvelle guerre civile - comme, du reste, cela avait été le cas pour la guerre civile qui avait éclaté en 1975 sous forte incitation américaine.

**La communauté internationale tarde à réagir. Quand elle le fait, elle semble paralysée. La France a été la première à réclamer la création d'une force d'interposition pour imposer un règlement du conflit. Est-ce, pour vous, une sortie possible ?**

Une force d'interposition sous mandat et commandement de l'Onu, destinée à protéger les Libanais des incursions israéliennes de toutes sortes en même temps que de garantir la sécurité du nord d'Israël, pourrait s'inscrire dans une solution politique. Mais, s'il s'agit d'une force d'intervention de l'Otan - avec ou sans feuille de vigne onusienne - comme l'envisagent Israël et les Etats-Unis, cela ne sera pas accepté : les forces européennes de l'Otan sont perçues comme des supplétifs de l'armée américaine. Je vois mal d'ailleurs comment des militaires européens pourraient se déployer au sud du Liban sans un accord politique, notamment avec le Hezbollah. Je ne crois pas à un arrêt rapide des hostilités. Je suis même très pessimiste sur le devenir de tout le Moyen-Orient. La politique de l'administration Bush et du gouvernement israélien ne cessent pas de jeter de l'huile sur le feu déjà ravageur dans cette région du monde. Et l'incendie n'y reste pas circonscrit : le 11 septembre 2001, puis les attentats de Madrid et de Londres l'ont douloureusement illustré, et il est fort à craindre que ce ne soient là que les prémices de catastrophes bien plus graves encore.

---

**P.-S.**

\* Cet entretien, réalisé par Muriel Rozelier, est paru dans « L'Humanité-Dimanche » du 27 juillet 2006.

\* D'origine libanaise, Gilbert Achcar est maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Paris-VIII. Derniers ouvrages parus : « Le Choc des barbaries », 10/18, Paris, réédition 2004, et « Le Dilemme israélien », Editions Page deux, Lausanne, 2006.